

PROTECTION SOCIALE



QU'EST-CE QUE LA PROTECTION SOCIALE ?

La protection sociale implique de gros investissements de la part des gouvernements dans la santé publique et dans l'enseignement, à travers de l'argent ou des avantages tels que les allocations familiales, les pensions ou les allocations de chômage. Ces investissements procurent un *revenu virtuel* à ceux qui en ont le plus besoin et limitent la répartition inégale des revenus. La protection sociale n'est pas uniquement un moyen de faire disparaître les inégalités économiques, c'est aussi une manière de parvenir à une société dans laquelle la priorité serait donnée aux soins et à l'égalité plutôt qu'à l'individualisme.

La protection sociale est essentielle pour le développement et le changement social. Elle a pour but d'assurer pour chaque personne des revenus suffisants durant toute sa vie (en cas de perte d'emploi ou de maladie, en début ou en fin de carrière...) et de donner accès à de bons services de base (habitation, enseignement et services publics), de manière à ce que tous puissent faire face aux risques et aux aléas de la vie.

Le droit à la protection sociale est un droit universel reconnu, signé entre autre dans la [Déclaration Universelle des Droits de l'Homme](#) (art. 22 et 25) et la Convention 102 de [l'Organisation Internationale du Travail](#) (OIT).

LA PROTECTION SOCIALE, UN DROIT UNIVERSEL RECONNU ?

[3/4 de la population mondiale](#) ne bénéficie pas d'un système de protection sociale convenable et n'est donc pas protégé en cas de maladie, d'accident, de chômage...

Cela fait des semaines qu'Anna est malade, mais ses parents ne peuvent pas payer son traitement. Jean vient de perdre son travail et n'a plus de revenus. Siu a travaillé toute sa vie mais il ne reçoit pas de pension pour ses vieux jours.

L'histoire d'Anna, Jean et Siu n'est malheureusement pas une fiction. Plus de 5 milliards de personnes rencontrent des difficultés majeures dès le moindre ennui. Quel que soit l'endroit où l'on habite, sans la protection sociale, la vie est comme une loterie.

UN PEU D'HISTOIRE

La sécurité sociale trouve ses origines dans la deuxième moitié du **19^{ème} siècle**, au cœur du mouvement ouvrier. Diverses associations se sont organisées afin d'aider les travailleurs à couvrir une période d'incapacité de travail.

Le système de soins tel qu'on le connaît aujourd'hui n'a vraiment pris forme qu'**après la Deuxième Guerre Mondiale**. La plupart des pays les plus prospères ont alors introduit des systèmes universels à grande échelle, qui garantissaient à leurs citoyens un revenu de base et leur offraient une assurance en cas de perte d'emploi, de départ à la pension ou d'invalidité. Cela assurait à tous d'avoir un gilet de sauvetage toute la vie durant. Grâce à la création de la sécurité sociale et du système des pensions dans les années 30, la pauvreté chez les personnes âgées a considérablement diminué aux États-Unis.

Suite à la crise financière de 2008, l'OIT et l'Organisation Mondiale de la Santé ont créé le [Social Protection Floor Initiative](#), où les pays assurent un revenu de base pour les personnes sans emploi, les personnes âgées, les personnes avec un handicap et toute personne qui n'est pas en état de gagner un salaire lui permettant de vivre. Étant donné que 70% de la population mondiale n'est pas assez voire pas du tout couverte, une **protection sociale universelle** devrait exister, veillant ainsi à ce que personne ne reste sur la touche ou ne se trouve pénalisé parce qu'il ou elle ne se trouve pas assez haut dans l'échelle sociale.



Le fossé entre les riches et les pauvres prend des proportions vertigineuses: [les 62 personnes les plus riches possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale](#). Cette inégalité économique extrême mine et entrave la lutte contre la pauvreté. Et les personnes les plus fragiles sont de plus en plus touchées en temps de crise car en proportion ils dépensent une plus grande partie de leurs revenus à se nourrir par rapport aux personnes avec des revenus plus importants.

Pourquoi 73% de la population n'a que partiellement voire pas du tout accès à la protection sociale ?

Quelques raisons : des gouvernements défaillants, la guerre et les conflits, une économie informelle, la criminalisation des organisations sociales ... De plus, la concurrence entre les entreprises et la globalisation économique augmente, ce qui contribue à l'exclusion et souvent à l'exploitation d'un grand nombre de gens. Afin de rester concurrentiel dans le monde entier, les entreprises et les pays diminuent les salaires. Ils sapent ainsi la sécurité sociale (il s'agit de la célèbre *race to the bottom*).

Babena était un fermier du Nord Est du Ghana, une région isolée et peu développée du pays. Dans sa région de presque 80.000 personnes, il n'y a pas d'hôpitaux ni de médecins diplômés, mais 7 centres de santé (qui ont des moyens plus limités), et il n'y a qu'une infirmière pour 10.000 personnes.

En mai 2014, Babena meurt d'une morsure de serpent, qui aurait pu être soignée si un des centres de santé avait eu l'antidote adéquat en réserve. Babena a passé ses dernières heures dans une course contre la montre pour se rendre dans l'hôpital le plus proche, à 120 kilomètres de chez lui. La route qui mène à l'hôpital n'est pas bonne et le voyage dure trop longtemps. Babena meurt avant de rejoindre l'hôpital.

L'histoire de Babena contraste fortement avec celle du candidat à la présidence ghanéenne, qui s'est envolé sans encombre à Londres en 2013 afin d'être soigné pour ses problèmes de cœur. Ce qui prouve que les riches ont toujours accès aux soins de santé.

Mais ça ne va pas. Nous avons tout intérêt à ce que la Belgique ait un bon système de protection sociale, parce que :

- cela offre la chance de faire face aux aléas de la vie (chômage, maladie, naissance d'un enfant, décès d'un membre de la famille, départ à la pension...);
- cela garantit une vie meilleure car en protégeant ses citoyens l'Etat prévient les inégalités, sources de violence et d'insécurité.

Ensuite, nous avons également tout intérêt à ce que le reste du monde ait un bon système de protection sociale parce que :

- cela évite que les employés qui ont moins de droits (les ouvrières chinoises, les travailleurs sans papiers,...) ne deviennent des concurrents et que nos emplois ne soient compromis ;
- la concurrence grandissante entre les entreprises ainsi que la mondialisation contribuent à l'exclusion et souvent à l'exploitation d'un grand nombre de gens. Afin de rester concurrentielles, les grandes entreprises se délocalisent vers des pays avec une main-d'œuvre moins chère. Ce sont souvent des pays en développement qui, en l'absence de sécurité sociale, voient le nombre de travailleurs pauvres augmenter (= race to the bottom).



LE CHANGEMENT EST POSSIBLE



La protection sociale n'est pas seulement un droit, c'est aussi un moteur important pour le bien-être et le développement d'une société. Les sociétés ayant moins d'inégalités et bénéficiant d'un système de protection sociale qui fonctionne bien s'en sortent mieux en matière de santé, d'espérance de vie, d'égalité homme/femme...

La **Bolivie** était encore récemment un pays de pauvreté et d'inégalité extrême. Le plus grand groupe de la population indigène a été discriminé et a pendant longtemps été exclu des décisions politiques. Lorsqu'Evo Morales est entré en fonction en 2006 en tant que premier Président indigène, les mouvements sociaux l'ont encouragé à travailler sur une nouvelle Constitution, radicalement plus sociale. Incitant une série de droits politiques, économiques et sociaux, dont l'élargissement d'un gouvernement participatif et collectif. Ces évolutions vont de pair avec un nombre de programmes sociaux novateurs qui sont financés par l'argent venant des contrats renégociés de l'industrie minière et pétrolière. De plus, les salaires minimums ont également augmenté et il y a eu plus d'investissements dans les services publics, comme les soins de santé et l'enseignement. La pauvreté et l'inégalité extrême ont diminué en Bolivie ces 10 dernières années, mais toutefois des défis importants attendent encore les autorités boliviennes. Le modèle économique est jusqu'à présent exclusivement basé sur les revenus des exportations, mais à long terme, cela n'est pas un modèle de développement durable et le pays pourrait replonger dans la pauvreté.

La Bolivie n'est pas le seul pays d'**Amérique Latine** ayant connu une diminution des inégalités extrêmes au début des années 2000. Dans de nombreux pays de cette région, la diminution des écarts salariaux a permis à des gens de se hisser dans la classe moyenne, si bien qu'aujourd'hui, les classes moyennes sont plus importantes que les classes plus précaires. On ne peut pas comparer la classe moyenne en Amérique Latine avec la classe moyenne européenne, mais cette évolution permet à beaucoup de gens d'accéder à l'enseignement et à des soins de santé. Cette évolution est le résultat de la politique des gouvernements. En effet, sous la **pression** de leurs électeurs, ils ont choisi une politique sociale et économique novatrice. Cela signifie qu'ils investissent davantage dans les soins de santé pour tous, l'enseignement, la protection sociale et l'emploi.

L'Amérique Latine nous apprend que les **politiques** peuvent avoir un impact important sur l'inégalité des revenus. La tâche des hommes politiques est d'agir dans l'intérêt des citoyens qui les ont élus.

Partout dans le monde, les autorités et les institutions internationales devraient investir dans des services qui garantissent les **soins** des enfants et des personnes âgées, ainsi qu'une **aide financière** via les allocations familiales, les indemnités de chômage et les pensions. Ensuite, les responsables politiques doivent se concentrer sur des mesures qui **protègent les femmes**, car elles investissent beaucoup de temps dans le soin des enfants et/ou des membres de la famille, sans recevoir pour cela la moindre indemnité ou reconnaissance. En outre, les femmes sont surreprésentées dans des emplois fragiles : des emplois informels, un travail temporaire et/ou non-protégé. Investir dans la protection sociale est donc un moyen important pour éliminer l'inégalité entre les hommes et les femmes.

Les changements en Amérique Latine nous montrent aussi que la protection sociale n'est pas un fardeau, mais bien un facteur important pour promouvoir la solidarité, le bien-être et l'émancipation dans une société. Cela démontre que les mouvements sociaux, les syndicats, les mutualités et les ONG peuvent apporter du changement grâce à leurs [actions et exigences](#), sans devoir attendre que l'état prenne des initiatives.



LE SAVIEZ-VOUS ?

- Chaque année, 100 millions de personnes se retrouvent dans la pauvreté car les frais de soins de santé sont trop élevés.
- Plus de la moitié des travailleurs dans le monde ont un travail fragile ou incertain.
- Si toutes les femmes pouvaient suivre l'enseignement du premier degré, le nombre de mariages d'enfants et la mortalité infantile diminueraient d'un sixième. Et le nombre de femmes qui meurent en couche diminuerait de deux tiers.



PLACE AU DÉBAT

- Dans quelle mesure plus de protection sociale peut être une solution afin de faire diminuer l'inégalité extrême ?
- Quels sont les services dont nous bénéficions qui dépendent de la sécurité sociale ?
- Est-ce que la protection sociale est possible pour tout le monde ?
- Comment la protection sociale est-elle/devrait-elle être financée ?



OUTILS PÉDAGOGIQUES

- Malette pédagogique [Protection sociale](#)
- Exposés interactifs et récits de vie [Palabres](#)